

## **Les grèves des abonnés du gaz en France (1892-1914): des grèves de consommateurs parmi d'autres?**

Dominique Pinsolle

Université de Bordeaux-III

### **Résumé:**

**A**u tournant des XIXe et XXe siècles, la contestation des tarifs du gaz en France prend une forme originale. Les utilisateurs de cette énergie organisent dans plusieurs villes des boycotts des compagnies concessionnaires, qui sont alors pensés et désignés comme une forme particulière de grève. Alors que des organisations de consommateurs commencent à apparaître et que les mouvements de protestation contre la « vie chère » se multiplient, les abonnés du gaz apparaissent aux yeux de certains observateurs comme une catégorie de consommateurs parmi d'autres, dont la mobilisation s'inscrit dans un mouvement plus large constituant le consommateur en force politique autonome. En réalité, ces grèves s'avèrent être autant un épisode dans la lutte classique opposant petit et grand capital qu'un conflit novateur entre consommateurs et producteurs.

**Palabras clave:** Boycotts, Gaz, Grèves de consommateurs.

**Códigos JEL:** N0, N7

### **Abstract**

**A**t the end of the 19th century and at the beginning of the 20th century, private gas companies were more and more criticized because of their huge profits and the high price of gas. In several cities, gas consumers organized boycotts against monopolies, which were called at that time « strikes ». These boycotts were seen as a part of a larger consumer movement, based on new consumer organizations and protests against the rising cost of living. In reality, gas consumers' strikes were also an ordinary struggle between small and big businesses.

**Key words:** Boycotts, Gas, Consumers' strikes.

**JEL Codes:** N0, N7

## **Les grèves des abonnés du gaz en France (1892-1914): des grèves de consommateurs parmi d'autres?\***

*[Fecha de recepción del original: 09-06-2012; versión definitiva 08-01-2013]*

**Dominique Pinsolle**

Université de Bordeaux-III

La fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle sont une période charnière dans l'histoire de la consommation en France. C'est en effet autour de 1900 qu'apparaissent les premières organisations de consommateurs<sup>1</sup>, dans un contexte marqué par la lutte contre la « vie chère », qui culmine en 1910-1911<sup>2</sup>. C'est également à cette époque qu'émerge une nouvelle forme de mobilisation des consommateurs, que l'on appellerait aujourd'hui « boycott » mais qui est désignée à l'époque comme une forme de « grève » particulière. L'économiste Charles Gide, figure majeure du mouvement coopératif, justifie cette dénomination par le fait que le « boycottage » est une « mise en interdit qui consiste à refuser toute vente, toute aide — comme aux excommuniés du moyen-âge », tandis que « la grève des consommateurs », au contraire, se caractérise par « le refus d'achat »<sup>3</sup>. Divers secteurs sont alors touchés par ces grèves, jusqu'à ce que le mouvement se généralise en 1911 lors de la « révolution du beurre », vague de contestation sans précédent contre la cherté des produits alimentaires, au cours de laquelle les « ménagères » jouent un rôle déterminant<sup>4</sup>. Les « grèves de consommateurs » deviennent alors aux yeux de certains observateurs la preuve que les consommateurs sont bel et bien en train de se constituer en force politique autonome, prête à bouleverser les rapports de force existants sur le terrain économique et social. Dans cette perspective, la liste toujours plus fournie des secteurs concernés par ces grèves, en France mais aussi à l'étranger, est censée être révélatrice d'une montée en puissance que rien ne pourra désormais arrêter. Charles Gide voit ainsi dans ces mobilisations les prémices d'un mouvement plus large<sup>5</sup>, destiné à fédérer une catégorie particulière d'agents économiques jusque-là laissés de côté : les «

---

\* Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Agence Nationale de la Recherche portant la référence « ANR-09-SSOC-036 », projet Resendem « Les grands réseaux techniques en démocratie: innovation, usages et groupes impliqués dans la longue durée, des années 1880 à nos jours ».

<sup>1</sup> Chessel (2012), p. 83.

<sup>2</sup> Flonneau (1970).

<sup>3</sup> Gide (1923), p. 480. Rappelons que le terme « boycott » est apparu en 1880 en Irlande, lors de la rébellion de paysans contre l'homme chargé de leur éviction, le militaire anglais Charles Cunningham Boycott. Cf. Esteves (2006), p. 21.

<sup>4</sup> Flonneau (1970).

<sup>5</sup> Gide (1923).

consommateurs », sorte de figure universelle transcendant les clivages sociaux et la lutte des classes, « qui semble, comme celle de “citoyen”, englober la totalité des individus »<sup>6</sup> et incarner une certaine conception de l'intérêt général. On comprend effectivement la pertinence d'une analyse désignant sous un même terme des groupes d'individus appartenant aux couches populaires et s'organisant pour lutter contre la cherté de certains produits : buveurs de bière en Allemagne, consommateurs de viande bovine aux Etats-Unis, consommateurs de lait à Besançon, buveurs d'alcool à Roubaix, autant d'exemples que l'on retrouve en 1910-1911 sous la plume des deux observateurs les plus enthousiastes de l'époque que sont Charles Gide et Armand Fénétrier, fondateur de la Ligue des consommateurs en 1910<sup>7</sup>. Cependant, ces derniers intègrent également à la liste une catégorie de consommateurs se situant hors du secteur alimentaire : les abonnés du gaz. Tout comme les ménagères révoltées de 1911, ceux-ci multiplient effectivement les grèves pour forcer les compagnies à abaisser leurs tarifs entre 1892 et 1914 en France. Mais la similitude des modes d'action suffit-elle à établir un lien entre les différents acteurs y ayant recours ? Les consommateurs de gaz peuvent-ils être considérés comme des consommateurs « comme les autres » ? L'absence d'étude spécifique concernant les grèves des abonnés du gaz est probablement due au fait que ces opérations, très localisées et la plupart du temps éphémères, n'ont laissé quasiment aucune trace dans les archives. Mais la consultation des journaux publiés par les consommateurs mobilisés eux-mêmes, croisée avec celle de la presse et des revues de l'époque, permet de cerner la spécificité de ces mobilisations en reconstituant la chronologie de ces grèves, en faisant ressortir leur caractère ambigu et en analysant l'idéalisation dont elles ont fait l'objet.

## **1. Deux vagues de grèves de consommateurs de gaz : 1892-1895 et 1905-1914.**

A la fin du XIXe siècle, le gaz est de plus en plus considéré comme une énergie essentielle pour tous, dans le cadre domestique comme professionnel<sup>8</sup>. Dans un certain nombre de villes françaises, cette conception du gaz comme bien commun entre en contradiction avec le contrôle du marché du gaz par des compagnies privées, qui cristallisent ainsi les débats autour des monopoles accusés de réaliser des profits illégitimes. Comme l'affirme l'ingénieur civil André Serf dans la *Revue Socialiste*, en 1892, la question du gaz « synthétise si bien en elle tous les méfaits de la gent financière commis à la suite d'impardonnables erreurs administratives, qu'on ne saurait trop y revenir »<sup>9</sup>.

Consommateurs, militants syndicaux, radicaux et socialistes s'accordent pour dénoncer une situation à leurs yeux intolérable et pour exiger une réduction du prix du gaz. Dans ce contexte, se multiplient des opérations de boycott ayant pour objectif de contraindre les compagnies de gaz à abaisser leurs tarifs. Le scénario est presque toujours le même : des

---

<sup>6</sup> Pinto (1990), p. 186.

<sup>7</sup> Fénétrier (1910a), p. 19-21; Gide (1911), p. 646.

<sup>8</sup> Williot (1999); Paquier et Williot (2005).

<sup>9</sup> Serf (1892a), p. 173.

citadins se présentant comme des « consommateurs de gaz » demandent une réduction des prix à la compagnie privée qui en détient le monopole municipal. La compagnie refuse, et un « comité de grève » est aussitôt créé afin de faire pression sur cette dernière en arrêtant la consommation de gaz jusqu'à satisfaction. La première grève de ce type, qui est aussi la plus importante, éclate à Marseille en 1892. Suite à l'impossibilité de négocier avec la compagnie qui a passé un traité avec la municipalité en 1855<sup>10</sup>, le mouvement débute le 26 février. Les abonnés réclament 20 centimes par mètre cube pour l'éclairage et 15 centimes pour le chauffage et la force motrice, au lieu de 33 centimes pour tous les usages. Tant que la compagnie n'accepte pas ces réductions, les grévistes affirment qu'ils ne brûleront plus de gaz et qu'ils s'éclaireront à l'huile et au pétrole. Le mouvement est loin d'être marginal : dès le début de l'opération, la « commission de la grève » se targue d'avoir recueilli près de 6000 adhésions<sup>11</sup>. Le 28, cette dernière organise une grande réunion, à laquelle participent 2000 personnes environ. Des membres du conseil municipal et du conseil général sont venus pour soutenir publiquement les consommateurs mobilisés<sup>12</sup>. L'originalité de ce mouvement surprend aussitôt les commentateurs. Dès le mois de mars, Charles Gide, dans la *Revue d'économie politique*, porte un regard amusé sur cette grève inhabituelle et s'étonne : « Des consommateurs en grève ! Voilà un spectacle aussi rare que des moutons enragés »<sup>13</sup>. La compagnie finit par céder<sup>14</sup>. Les consommateurs marseillais font rapidement des émules : au cours de l'année 1892, des boycotts sont organisés à Toulon et à Lyon (août)<sup>15</sup>, Rennes (septembre)<sup>16</sup>, Béziers (octobre) et Saint-Etienne (novembre)<sup>17</sup>. Le nombre des consommateurs mobilisés n'est cependant pas toujours aussi important qu'à Marseille : seules 150 à 200 personnes se réunissent à Rennes le 7 septembre<sup>18</sup>, et 300 à Saint-Etienne deux mois plus tard<sup>19</sup>. Les comités de grève se chargent de leur propre communication en publiant eux-mêmes des journaux destinés à informer la population et à étendre le mouvement<sup>20</sup>. Des contacts sont établis entre les différentes villes, dans l'Est et le Sud-Est, mais aussi jusqu'à Rennes : un délégué rennais se rend jusqu'à Marseille et à Lyon pour étudier la question de la « grève par le pétrole »<sup>21</sup>. Au-delà des initiatives locales, les grévistes lyonnais entendent fédérer un mouvement à l'échelle nationale. En septembre, ils convient, avec l'appui des commissions de Toulon et de Marseille, toutes les villes de France à se réunir en congrès à Lyon<sup>22</sup>. Ce dernier, qui s'intitule « Congrès national des consommateurs de gaz et d'électricité » se tient les 27 et 28 novembre 1892 dans les salons de l'hôtel de ville de Lyon. Il s'inscrit explicitement dans la lignée des boycotts qui

---

<sup>10</sup> Serf (1892b), p. 333.

<sup>11</sup> *L'Echo de Lyon*, 26 février 1892.

<sup>12</sup> *La Presse*, 1<sup>er</sup> mars 1892.

<sup>13</sup> Gide (1892), p. 329.

<sup>14</sup> *Le Matin*, 9 janvier 1906.

<sup>15</sup> *Le Journal des Débats*, 10 septembre 1892.

<sup>16</sup> Le Pezron (1986), p. 83-93.

<sup>17</sup> *Le Journal des Débats*, 19 novembre 1892.

<sup>18</sup> Le Pezron (1986), p. 90-91.

<sup>19</sup> *Le Journal des Débats*, 19 novembre 1892.

<sup>20</sup> Cf. liste des titres dans la bibliographie.

<sup>21</sup> Le Pezron (1986), p. 86.

<sup>22</sup> *Le Journal des Débats*, 10 septembre 1892.

viennent d'être organisés, comme en témoigne le premier numéro du bulletin publié peu après par les participants :

« C'est à Marseille d'abord et à Lyon ensuite, que se sont manifestées les premières tentatives en faveur de l'abaissement du prix du gaz. Le refus des Compagnies de donner satisfaction aux plaintes et aux réclamations si justifiées des consommateurs dans ces deux villes a mis ces dernières dans la nécessité de recourir au moyen extrême : LA GREVE.

Malgré les inconvénients qui résultaient de cette situation pour nombre de commerçants et particuliers, la substitution d'un autre mode d'éclairage à celui du gaz n'a pas tardé à être acceptée d'une façon générale comme un des meilleurs procédés pour faire capituler les puissantes Sociétés gazières »<sup>23</sup>.

L'ambition est nationale, bien que le congrès ne réunisse que des délégués lyonnais, marseillais et toulonnais<sup>24</sup>. Une fédération nationale des consommateurs de gaz et d'électricité est créée afin d'inscrire le mouvement dans la longue durée. Il est à noter que l'électricité est associée au gaz dans les revendications des participants au congrès, mais qu'elle n'est nullement envisagée comme une alternative par les consommateurs grévistes. A cette époque, les compagnies gazières ne sont en rien menacées dans les communes où elles bénéficient d'une concession leur assurant un monopole, d'autant plus que l'utilisation de l'électricité reste encore beaucoup plus onéreuse<sup>25</sup>. Ceci explique, par exemple, que l'électricité ne fasse l'objet que de « quelques allusions » parmi les grévistes à Rennes en 1892<sup>26</sup>, et que, plus largement, le gaz se maintienne en France jusqu'en 1914 pour l'éclairage public ou privé<sup>27</sup>. L'objectif à long terme est donc la suppression de tous les monopoles, sans que soit remise en cause l'utilisation du gaz. En attendant, plusieurs revendications peuvent être satisfaites rapidement : suppression des cautionnements, des frais d'entretiens des conduites et robinets extérieurs, remboursement des sommes indûment perçues, participation des consommateurs aux bénéfices<sup>28</sup>. Un second congrès est organisé en 1893, cette fois à Nancy. Les députés sont directement interpellés pour s'associer à la défense des droits des consommateurs de gaz, et les municipalités invitées à créer des laboratoires ou services de contrôle destinés à contrôler la qualité du gaz et améliorer l'éclairage de la ville et des particuliers. La question du pétrole est également abordée, ce qui explique le changement du nom de la fédération, qui s'intitule désormais « Fédération nationale des consommateurs de gaz, d'électricité et de pétrole »<sup>29</sup>. Suite à ce congrès, un groupe parlementaire destiné à défendre les intérêts des consommateurs de gaz se constitue en janvier 1894 sous le nom de « groupe d'études pour la défense des consommateurs du gaz et de l'électricité »<sup>30</sup>. Un troisième congrès est ensuite réuni à Reims, les 10 et 11 juin 1894, à l'occasion duquel sont créées plusieurs commissions dont une est chargée, entre autres, de l'organisation des grèves<sup>31</sup>.

---

<sup>23</sup> *Bulletin de la fédération nationale des consommateurs de gaz et d'électricité*, n°1, 15 janvier 1893.

<sup>24</sup> Congrès national des consommateurs de gaz et d'électricité (1893).

<sup>25</sup> Caron et Cardot (dir.) (1997), p. 527.

<sup>26</sup> Le Pezron (1986), pp. 93 et 119.

<sup>27</sup> Caron et Cardot (dir.) (1997), p. 527

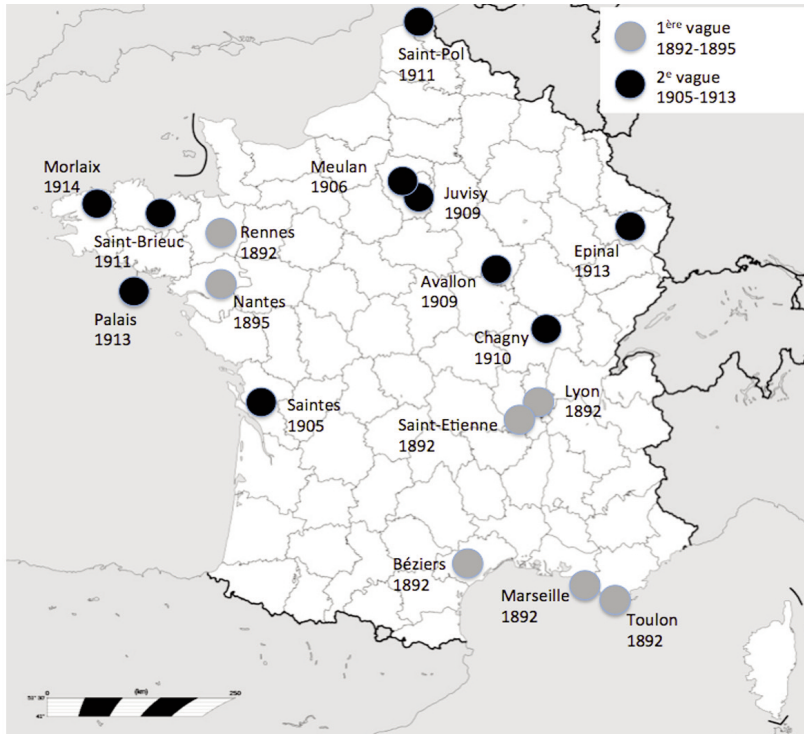
<sup>28</sup> Veber (1893a), p. 102.

<sup>29</sup> Veber (1893b), p. 231.

<sup>30</sup> *Le Temps*, 20 janvier 1894.

<sup>31</sup> Le Pezron (1986), pp. 132-133.

### Illustration 1. Localisation des deux vagues de grèves de consommateurs de gaz (1892-1914)



Mais la Fédération semble cesser ses activités par la suite. Pendant une dizaine d'années, nulle mention n'est faite de boycotts contre les compagnies gazières. Jusqu'à ce qu'une « grève du gaz » soit organisée en 1905 à Saintes, où les compteurs de gaz sont fermés à partir du 1<sup>er</sup> mai<sup>32</sup>. Cette grève marque le début d'une nouvelle vague de mobilisation des consommateurs qui touche Meulan, Les Mureaux et Hardricourt en 1906<sup>33</sup> puis Juvisy<sup>34</sup> et Avallon<sup>35</sup> en 1909. Partout, la revendication principale est la même: le passage de 30 à 20 centimes le mètre cube de gaz. A Meulan, le « syndicat de résistance », qui s'inspire explicitement de l'expérience couronnée de succès des consommateurs de gaz marseillais en 1892, fait voter une caisse de grève et préconise l'éclairage au pétrole, à la bougie, à l'huile et à la chandelle jusqu'à la fin du

<sup>32</sup> *L'Ouest-Eclair*, 22 mai 1905.

<sup>33</sup> *Le Lumignon*, 28 janvier-25 mars 1906.

<sup>34</sup> *Le Temps*, 16 janvier 1909.

<sup>35</sup> *Le Figaro*, 26 août 1909.

mouvement<sup>36</sup>. A Juvisy, la grève, qui débute en janvier, s'étend à dix communes environnantes, puis inspire les abonnés au gaz de la région d'Antony qui, comme ceux de Châtenau, Massy et Verrières, cessent leur consommation et constituent un « syndicat de défense » en mars<sup>37</sup>. Malgré le précédent de 1892, les journalistes restent surpris par ces boycotts : les grèves de Meulan et Juvisy sont qualifiées d' « originales » par *Le Petit Parisien*<sup>38</sup> et *Le Temps*<sup>39</sup>, tandis que *Le Matin* évoque des « grèves inattendues »<sup>40</sup>. *Le Temps* évoque avec un ton amusé ces grévistes qui « ont rallumé les lampes à pétrole et même les bougies » et décrit comme un curieux spectacle les « cafés, restaurants, boutiques [qui] sont éclairés par ces moyens désuets aux environs de Paris »<sup>41</sup>. D'Avallon, où l'on a recours à l'essence et à l'acétylène pour remplacer le gaz en août 1909<sup>42</sup>, le mouvement s'étend à Chagny, en Saône-et-Loire, en janvier 1910<sup>43</sup>. Puis c'est au tour de la Bretagne de connaître des « grèves du gaz ». A Saint-Brieuc, la compagnie Lebon doit faire face à la fronde de ses abonnés, qui menacent de plomber les compteurs en décembre 1910, tout en évoquant la possibilité d'une grève jusqu'à l'été 1911 sans toutefois passer à l'acte<sup>44</sup>. Le succès des consommateurs de Saint-Pol, où la compagnie consent à abaisser le prix du mètre cube à 25 centimes<sup>45</sup>, semble encourager d'autres mobilisations, comme en janvier 1913 à Palais Belle-Isle (où tout consommateur ne respectant pas la grève doit payer une amende de 10 francs), à Epinal en février 1913<sup>46</sup> ou encore à Morlaix un an plus tard<sup>47</sup>.

## 2. Grèves de consommateurs ou mobilisation de la petite bourgeoisie?

Ces grèves de consommateurs sont à replacer dans trois chronologies. D'une part, elles s'inscrivent assurément dans une longue tradition de revendications populaires liées au thème du « juste prix », dans le cadre d'une « économie morale » que l'historien britannique Edward P. Thompson a étudiée à partir du cas de l'Angleterre du XVIIIe siècle<sup>48</sup>. D'autre part, elles prolongent la longue campagne en faveur de l'abaissement du prix de vente du gaz, inaugurée par André Serf qui, en tant que secrétaire des Chambres syndicales et patronales, organisa en février 1879 un pétitionnement réclamant la baisse du prix du gaz à Paris<sup>49</sup>. Rappelons également qu'une Union des consommateurs de gaz a déjà été formée à la fin de l'année 1880 pour contraindre la Compagnie Parisienne de Gaz d'abaisser le mètre cube de gaz à 20 centimes, et que la contestation des prix du gaz

---

<sup>36</sup> *Le Matin*, 9 janvier 1906.

<sup>37</sup> *Le Temps*, 4 mars 1909.

<sup>38</sup> *Le Petit Parisien*, 9 janvier 1906.

<sup>39</sup> *Le Temps*, 16 janvier 1909.

<sup>40</sup> *Le Matin*, 6 mars 1909.

<sup>41</sup> *Le Temps*, 16 janvier 1909.

<sup>42</sup> *Le Figaro*, 26 août 1909.

<sup>43</sup> *La Vie Ouvrière*, 20 janvier 1910.

<sup>44</sup> *Ouest-Eclair*, 13 juillet 1911.

<sup>45</sup> *Le Petit Parisien*, 3 janvier 1911.

<sup>46</sup> *L'Humanité*, 17 février 1913.

<sup>47</sup> *Ouest-Eclair*, 10 février 1914.

<sup>48</sup> Thompson (1988).

<sup>49</sup> Serf (1892c); Williot (1999), p. 577.

s'est généralisée en France dans les années 1870-1880 (des consommateurs ou des élus se mobilisent à Chambéry, Saint-Etienne, Lyon, Nantes et Rennes notamment)<sup>50</sup>. Enfin, ces grèves doivent être analysées dans le cadre plus large du développement des mouvements de consommateurs, qui commencent à se structurer autour de 1900<sup>51</sup>.

Cependant, tout en s'inscrivant dans ces différentes chronologies, ces mobilisations se distinguent par deux caractéristiques principales. Si elles sont révélatrices de la persistance d'une certaine forme d'« économie morale » dans le secteur de l'énergie en France au tournant des XIXe et XXe siècle, les grèves de consommateurs de gaz ne se réduisent pas pour autant à une opposition aux lois du marché. Bien au contraire, les revendications oscillent entre un libéralisme économique classique (la concurrence devant détruire les monopoles et faire baisser les prix) et une conception d'un service public organisé à l'échelle municipale dénuée de toute connotation anticapitaliste. Lors de la grève marseillaise de 1892, par exemple, les consommateurs mobilisés demandent l'autorisation de la canalisation de la voirie par une compagnie concurrente pour la distribution de la lumière électrique et de la force motrice<sup>52</sup>. La même année, la Fédération nationale des Consommateurs de gaz et d'électricité souhaite que les villes deviennent propriétaires des usines d'éclairage et se chargent de l'exploitation par le système de la régie ou du fermage<sup>53</sup>, avant de réclamer, l'année suivante, la libre concurrence et la diminution des taxes dans le secteur du pétrole<sup>54</sup>. On retrouve, en 1913, le souhait d'une régie directe formulé par les abonnés au gaz d'Epinal<sup>55</sup>. La *Revue socialiste* souligne d'ailleurs cette dichotomie lorsqu'elle explique, en 1892, que tout en réclamant « la liberté commerciale », les consommateurs de gaz de Toulon souhaitent l'« éclairage de la Ville et des particuliers fait par la Ville elle-même »<sup>56</sup>. Martin Daunton estime que les mobilisations autour de la question du gaz dans l'Angleterre victorienne remettent en question l'idée selon laquelle l'« économie morale » aurait été totalement supplantée au cours du XIXe siècle par l'économie de marché<sup>57</sup>. Si de nombreuses similitudes sont indéniables sur le plan de la nature des débats (les profits des compagnies sont-ils légitimes ? La puissance publique doit-elle intervenir ? La concurrence suffira-t-elle à faire baisser les prix ?...), la situation est malgré tout différente en France, dans la mesure où l'attachement à la liberté du commerce est au moins aussi important que l'appel aux municipalités. En 1906, l'utilisation par les grévistes de Meulan du symbole de la statue de la Liberté pour illustrer la « une » de leur journal est particulièrement représentative de cette posture libérale<sup>58</sup>. Dans les colonnes de ce dernier, la Société de l'Eau et du Gaz de Meulan est d'ailleurs condamnée au motif qu'elle est un obstacle au bon fonctionnement de l'économie de marché et que « [m]éconnaître les lois qui régissent

---

<sup>50</sup> Williot (1999), p. 578 ; Giraud (1992); Sauban (1992); Le Pezron (1986).

<sup>51</sup> Chessel (2012), p. 83.

<sup>52</sup> *La Presse*, 1<sup>er</sup> mars 1892.

<sup>53</sup> Veber (1893a), p. 102.

<sup>54</sup> Veber (1893b), p. 231.

<sup>55</sup> *L'Humanité*, 17 février 1913.

<sup>56</sup> Serf (1892b), p. 333.

<sup>57</sup> Daunton (2001).

<sup>58</sup> *Le Lumignon*, 28 janvier-25 mars 1906.



les affaires, vouloir étouffer l'offre et la demande, c'est s'exposer à devenir victime tôt ou tard de son obstination »<sup>59</sup>.

Par ailleurs, ces grèves n'ont d'autre raison d'être que l'intérêt de ceux qui les animent. Marie-Emmanuelle Chessel distingue deux branches dans l'émergence des mouvements de consommateurs à partir de 1900 : la « consommation éthique » inspirée des ligues de consommateurs américaines (qui a des objectifs sociaux notamment liés aux conditions de travail des classes populaires) et le « consumérisme », qui se contente de dénoncer « les intermédiaires néfastes entre les consommateurs et les produits », et qui est porté par l'économiste Charles Gide, « mais aussi par les producteurs, les industriels et l'Etat »<sup>60</sup>. C'est incontestablement à cette seconde tendance que les grèves de consommateurs de gaz se rattachent. Point de préoccupation « éthique » ou d'idéaux progressistes : l'objectif est purement et simplement d'obtenir de meilleurs tarifs. Certes, il est nécessaire de replacer ces boycotts dans le contexte plus large de la montée de la contestation sociale liée à l'augmentation du coût de la vie dans les années 1890 puis 1910-1911<sup>61</sup>, et dont la révolte des ménagères contre la cherté des denrées alimentaires dans le Nord en 1911 est la manifestation la plus spectaculaire<sup>62</sup>. Mais aucun lien ne peut être fait entre ces grèves des abonnés au gaz et les mobilisations des « ménagères » du début du XXe siècle, ces dernières s'inscrivant dans la continuité des luttes des travailleurs et faisant de la mobilisation des « consommateurs » un prolongement des combats pour l'émancipation du peuple<sup>63</sup>.

Il faut ici souligner le caractère trompeur du terme « consommateurs » pour évoquer ces boycotts organisés par les abonnés du gaz. Du fait de son « extrême malléabilité », l'identité du « consommateur » peut effectivement être très facilement instrumentalisée à des fins diverses<sup>64</sup>. Or, les « consommateurs de gaz » sont moins un ensemble hétérogène socialement indéfini regroupant une pluralité de consommateurs (des industriels aux propriétaires individuels en passant par les boutiquiers) qu'un groupe relativement précis composé de membres de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale. Rappelons qu'à l'époque le gaz est très utilisé dans les activités commerciales et artisanales (qui ont accéléré le développement du gaz de jour<sup>65</sup>), mais que son usage ne s'est pas encore totalement généralisé à l'ensemble de la population<sup>66</sup>. Certes, des particuliers participent au mouvement, comme à Saintes en 1905<sup>67</sup>. Mais, dans l'ensemble, ce sont bien les producteurs et les commerçants qui sont les plus actifs. La grève est lancée par la Société

---

<sup>59</sup> *Le Lumignon*, n° 1, 28 janvier 1906.

<sup>60</sup> Chessel (2012), p. 89.

<sup>61</sup> Chatriot, Fontaine (2008).

<sup>62</sup> Flonneau (1970) ; Chatriot, Chessel, Hilton (dir.) (2004), p. 247-262.

<sup>63</sup> Pinto (1990).

<sup>64</sup> Chatriot, Chessel, Hilton (2004), p. 8.

<sup>65</sup> Mustar (1987), p. 207.

<sup>66</sup> Williot (1999), p. 598 : en 1900, les quatre-cinquièmes des locaux commerciaux ou industriels situés au niveau de la rue sont raccordés au gaz à Paris, mais les abonnés au gaz ne représentent que 19% de la population totale de la ville. Cependant, l'utilisation du gaz par les particuliers est en pleine expansion. A Nantes, par exemple, elle se généralise à partir de 1900 dans les foyers (Sauban (1992), p. 30).

<sup>67</sup> *L'Ouest-Eclair*, 22 mai 1905.

des commerçants, magasiniers et industriels à Marseille<sup>68</sup> et par l'Union de Commerce à Rennes<sup>69</sup>; le titre du journal publié en 1893-1894 par les consommateurs de gaz marseillais qui sont parvenus à leurs fins ne laisse d'ailleurs aucun doute sur le profil social et les objectifs de ses rédacteurs : *Le Progrès commercial, économique et politique de Marseille. Organe de la défense des intérêts commerciaux*. A Saintes, ce sont avant tout les cafés, magasins, ateliers et hôtels qui s'éclairent et se chauffent avec pétrole, alcool ou acétylène<sup>70</sup>. A Meulan, ce sont également les commerçants qui sont à la tête du mouvement<sup>71</sup>; leur journal, *Le Lumignon*, publie une liste de consommateurs de gaz encore restés à l'écart de la grève, qui est révélatrice de l'univers social dans laquelle cette dernière a éclaté : on y trouve un pharmacien, un distillateur, deux « négociant[s] en nouveautés », deux boulangers, un coiffeur, un hôtelier, un cafetier, un marchand de tabac, un quincailler et une modiste<sup>72</sup>. Tout en exprimant un affrontement relativement nouveau entre consommateurs et producteurs, les « grèves de consommateurs de gaz » sont donc également l'expression d'une lutte plus classique entre petits entrepreneurs et grandes compagnies. La première raison que l'organe des grévistes de Toulon met en avant pour justifier la mobilisation est sans ambiguïté : il faut lutter, car le monopole « c'est l'engraissement du capitaliste au détriment du petit industriel »<sup>73</sup>.

Cependant, le discours développé par les grévistes brouille les pistes, dans la mesure où il est empreint d'un lexique proche de celui du mouvement ouvrier, avec une certaine tendance à la dramatisation. A Toulon, par exemple, les abonnés du gaz se présentent comme « le droit contre la force, le peuple contre le favoritisme, les exploités contre les exploités »<sup>74</sup>. La même année, la Fédération des Consommateurs de gaz et d'électricité prétend procéder à l'« organisation des forces des exploités »<sup>75</sup>. Et peu de temps après, les consommateurs de Marseille tiennent un discours qui pourrait être celui de dirigeants syndicaux ouvriers :

« Nous savons, par expérience, quels cris d'orfraies en délire poussent les repus et les exploités lorsque des hommes d'action se dressent qui disent nettement les faits, soulèvent les voiles, démasquent les turpitudes. [...] En politique, on ne nous verra jamais soutenir les archéologues des régimes déchus, les partisans de la réaction capitaliste »<sup>76</sup>.

Le terme même de « grève » pour désigner ces boycotts accroît la confusion, et révèle les difficultés qu'éprouvent les contemporains à concevoir des formes d'action collective sur le terrain économique et social hors du cadre du mouvement ouvrier. Mais ce vernis militant ne parvient pas occulter la véritable nature de ces mobilisations. Les grévistes eux-mêmes éprouvent certaines réticences à reprendre totalement à leur compte la rhétorique du mouvement ouvrier. En 1892, plusieurs membres de la Fédération nationale

---

<sup>68</sup> Société des commerçants, magasiniers et industriels (1892).

<sup>69</sup> Le Pezron (1986), p. 86.

<sup>70</sup> *L'Ouest-Eclair*, 22 mai 1905.

<sup>71</sup> *Le Matin*, 9 janvier 1906.

<sup>72</sup> *Le Lumignon*, n°1, 28 janvier 1906.

<sup>73</sup> *La Grève du Gaz*, Toulon, 7 août 1892.

<sup>74</sup> *La Grève du Gaz*, Toulon, 7 août 1892.

<sup>75</sup> Congrès national des consommateurs de gaz et d'électricité (1893), p. 185.

<sup>76</sup> *Le progrès commercial, économique et politique de Marseille*, n°1, 9 décembre 1893.

des consommateurs de gaz et d'électricité demandent ainsi que ne figure pas dans le titre de l'organisation le terme « exploités », car il « implique quelque exagération dans la forme »<sup>77</sup>... De même, l'équipe rédactionnelle du *Progrès commercial, économique et politique de Marseille* affiche son attachement à la République et aux « démocrates progressistes », avant de faire la promotion d'un nouveau journal intitulé *Le Vrai socialiste*, qui doit « démasquer les prétendus socialistes qui se parent de ce titre pour s'emparer des Pouvoirs publics, emplir leurs poches et exploiter les pots de vin »<sup>78</sup>. De manière parfaitement classique, le discours des commerçants et artisans qui mènent ces « grèves » est empreint d'un pragmatisme et d'un apolitisme s'opposant au système partisan et aux luttes politiques. Le premier numéro du journal des grévistes de Toulon est très clair sur ce point lorsqu'il affirme n'avoir « aucun programme politique » et ne vouloir s'occuper de politique « que lorsqu'elle se trouvera directement mêlée aux intérêts de la question du gaz ».

La même tonalité apolitique se retrouve dans *Le Progrès commercial, économique et politique de Marseille*, présenté comme « un journal indépendant » n'étant pas « l'organe éphémère de quelque aspirant député » et n'ayant pas pour but de « louer une catégorie spéciale de politiciens ou de brasseurs d'affaires »<sup>79</sup>. Treize ans plus tard, le discours est identique dans les colonnes du *Lumignon*, qui « entend se maintenir exclusivement sur la question économique concernant ses adhérents » et « rester absolument étranger à toutes questions politiques ou religieuses ». Le titre d'un de ses articles résume l'état d'esprit des consommateurs mobilisés : « On vit d'affaires, on meurt de politique »<sup>80</sup>.

### 3. Des « consommateurs » idéalisés

La rhétorique développée par les consommateurs de gaz semble assez efficace pour assurer à ces derniers un large soutien, depuis la grande presse d'information jusqu'à la gauche, en passant par les promoteurs d'un vaste mouvement de consommateurs. Le décalage entre la nature des grèves de consommateurs de gaz et l'image qui en est donnée par les commentateurs est saisissant. Alors qu'il ne s'agit principalement que de commerçants et de fabricants luttant pour réduire leurs dépenses, les abonnés du gaz suspendant leur consommation afin de faire baisser les prix suscitent un enthousiasme assez généralisé, allant de la simple bienveillance jusqu'au soutien explicite.

La presse d'information, tout d'abord, d'habitude beaucoup plus indifférente, sinon hostile, lorsque les grévistes sont des ouvriers, apprécie le caractère pragmatique, apolitique et consensuel de la contestation, ce qui satisfait pleinement les consommateurs mobilisés. Le journal publié par les abonnés du gaz à Toulon remercie ainsi immédiatement, dans son premier numéro, la presse toulonnaise pour « l'accueil qu'elle a fait à ce jeune et modeste confrère », tout en se félicitant que les communiqués envoyés

<sup>77</sup> Congrès national des consommateurs de gaz et d'électricité (1892), p. 185.

<sup>78</sup> *Le Progrès commercial, économique et politique de Marseille*, 13 janvier 1894.

<sup>79</sup> *Le Progrès commercial, économique et politique de Marseille*, 9 décembre 1893.

<sup>80</sup> *Le Lumignon*, n°3, 25 février 1906.

par le comité de grève aient été publiés dans plusieurs journaux<sup>81</sup>. A Meulan, *Le Lumignon* exprime la même gratitude, en 1906 :

« Nous adressons nos sincères remerciements à la Presse parisienne pour la publicité qu'elle a donnée à notre grève. La Presse locale n'a pas moins de droits à notre reconnaissance pour les bons souhaits que *Le Réveil* a adressés au *Lumignon* et pour la bonne et spirituelle réclame que lui a faite *L'Echo de Seine-et-Oise* »<sup>82</sup>.

*L'Ouest-Eclair*, en 1911, ne se contente pas d'ailleurs de relayer les revendications des grévistes, mais fait clairement campagne pour l'abaissement des tarifs. Le 2 février, il publie même en « une » un article intitulé « Pour abaisser le prix du gaz, opposons au monopole le syndicat des consommateurs ». L'attitude inhabituelle de la presse d'information n'échappe pas à *L'Humanité*, qui note, à propos de la grève des consommateurs de gaz d'Epinal, en février 1913 :

« Tous les journaux locaux, y compris ceux qui, en temps ordinaire, combattent avec le plus d'acharnement toute extension des services publics, agitent le spectre du rachat contre la société et font campagne pour la régie directe ».

Le rôle d'intérêt public que s'attribue alors la grande presse d'information est en parfaite adéquation avec le discours tenu par les consommateurs mobilisés. Des journaux tendant à se présenter comme les défenseurs du peuple ne peuvent que soutenir ou regarder avec bienveillance des comités de grève se disant apolitiques et uniquement mûs par un souci pragmatique d'intérêt général.

Les actions menées par les abonnés au gaz attirent également l'attention à gauche, dans la mesure où elles apparaissent comme un moyen d'affaiblir les monopoles. *La Revue socialiste* publie ainsi, en 1892, un long article d'André Serf sur la question du gaz<sup>83</sup> (également édité sous la forme d'une brochure)<sup>84</sup>. L'auteur, qui poursuit la campagne commencée à Paris, s'y félicite du fait que « les départements s'agitent » contre « les concessionnaires des monopoles d'exploitation des grands services publics », et salue la constitution de « comités de résistance » par des consommateurs qui, « las d'être exploités, se mettent en grève ». Le pays cité en exemple est l'Angleterre, qui a limité les droits des compagnies de gaz dès 1820, et où les contribuables ont « résisté énergiquement à l'implantation des monopoles » (en 1820, 1847, 1860, 1883...), amenant le Parlement à voter de nouvelles lois lorsque cela s'avérait nécessaire<sup>85</sup>. Rien de tel en France, poursuit l'auteur, où le Second Empire puis la III<sup>e</sup> République ont consacré les monopoles. Par ailleurs, les grèves de consommateurs de gaz sont présentées comme un élément constitutif de ce « réveil de la province » qui doit « être salué avec joie par tous ceux qui ont à cœur l'espoir de voir la France s'affranchir de cette oligarchie financière

---

<sup>81</sup> *La Grève du Gaz*, Toulon, 7 août 1892.

<sup>82</sup> *Le Lumignon*, n°2, 11 février 1906.

<sup>83</sup> Serf (1892a), pp. 173-190; Serf (1892b), pp. 320-334.

<sup>84</sup> Serf (1892c).

<sup>85</sup> L'Angleterre semble aussi connaître des grèves de consommateurs de gaz, comme celle qui éclate en 1893 dans la petite ville de Northwell, près de Northampton, suite au refus de la compagnie de mettre à disposition de la population son stock de charbon malgré une sévère pénurie (*Le Journal des Débats*, 4 octobre 1893). Une mobilisation de ce type avait également touché Barcelone en 1878 (*Le Petit Parisien*, 25 avril 1878).

qui l'opprime et l'exploite » . Dans cette optique, les revendications des abonnés du gaz sont complémentaires de l'action syndicale tout en devant y être subordonnées, dans la mesure où « si le commerçant est directement frappé, c'est en réalité l'ouvrier qui, par répercussion, ressent les plus mauvais effets de ce système abusif d'exploitation ». Le caractère provincial des grèves de consommateurs devient un élément positif permettant à Serf de critiquer par opposition le militantisme parisien, trop coupé des réalités à son goût, critique représentative de cette « terminologie positiviste » caractérisant le discours de défense des consommateurs à l'époque<sup>86</sup>. Au final, les grèves de consommateurs de gaz apparaissent comme une des modalités du vaste combat que le peuple doit mener contre les monopoles :

« Que nos amis de Paris et des Départements ne cessent de s'organiser pour la bataille. D'une extrémité de la France à l'autre et au-delà des frontières, les Compagnies gazières se solidarisent ; leur Caisse de résistance est constituée, la presse est muette, l'appui des pouvoirs publics leur est acquis. A cette coalition des producteurs, il faut opposer la ligue des consommateurs »<sup>87</sup>.

Pour bien comprendre la portée de ce texte, il est nécessaire de rappeler que la seconde vague de grèves de consommateurs de gaz a lieu à une époque où les socialistes tendent à « peser sur la vie nationale » en « incitant concrètement à l'organisation de l'ensemble des citoyens »<sup>88</sup>. Cette volonté, qui s'est déjà manifestée lors de la crise du « pain cher » en 1897-1898, est réaffirmée lors de la campagne contre la « vie chère » de 1918<sup>89</sup>, au cours de laquelle la SFIO « soutient le boycottage des produits dont le prix s'est fortement accru »<sup>90</sup>. Le « boycottage » est un élément essentiel de la mobilisation prônée alors par les socialistes. Mais, tel qu'il est conçu par la SFIO, il n'est pas vraiment comparable avec les grèves de consommateurs de gaz, étant donné qu'il est présenté uniquement comme un prolongement de la lutte menée par les ouvriers<sup>91</sup>, et qu'il concerne avant tout les produits alimentaires<sup>92</sup>.

Charles Gide ne prend pas assez en compte les différences qui distinguent les actions des abonnés au gaz et les boycotts contre la « vie chère », que ce soit dans l'article qu'il y consacre en 1911 ou dans ses écrits parus dans les années 1920<sup>93</sup>. On retrouve le même travers chez Armand Fénétrier, dont l'enthousiasme face aux grèves qui se multiplient « un peu partout » et qu'il évoque dans un article de 1910 occulte les spécificités de chacune d'entre elles : grève des abonnés du gaz à Juvisy et dans les communes proches, grève des buveurs de bière allemands, grèves des consommateurs de lait à Besançon, grève des locataires parisiens, grève fiscale des viticulteurs du Midi, grève des consommateurs lancée par les ouvriers boulangers et les garçons épiciers pour améliorer leurs conditions de travail, grève de l'alcool à Tourcoing et Roubaix, grève contre le *Beef*

---

<sup>86</sup> Pinto (1990).

<sup>87</sup> Serf (1892b), p. 333.

<sup>88</sup> Rebérioux (1997), p. 216.

<sup>89</sup> Chatriot, Fontaine (2008).

<sup>90</sup> Rebérioux (1997), p. 216.

<sup>91</sup> Chatriot, Fontaine (2008), p. 103.

<sup>92</sup> Maroussem (1911).

<sup>93</sup> Gide (1911, 1923, 1929).

*Trust* aux Etats-Unis... « N'y a-t-il pas là quelque chose de bien nouveau », poursuit-il, « et qui, étant donné la concentration de plus en plus grande de nos rouages économiques menace de prendre une extension formidable ? » Pour Fénérier, ces grèves sont la preuve que les consommateurs sont en train de se constituer en force autonome, au même titre que la classe ouvrière ou le patronat : « Pourquoi donc au surplus », conclut-il, « le *lock-out* et la grève seraient-ils l'apanage des producteurs, et quel besoin leurs acheteurs auraient-ils d'employer des armes différentes ? »<sup>94</sup> .

Fénérier, en se focalisant sur « les résultats vraiment extraordinaires de toutes les grèves de consommateurs » dont il vante les mérites, fait preuve d'un enthousiasme excessif. En effet, les « curieux mouvements » qu'il observe avec tant d'attention ne sont pas, contrairement à ce qu'il affirme, « toujours suivis de succès »<sup>95</sup>. Certes, dans plusieurs cas, les consommateurs de gaz obtiennent une réduction des tarifs, comme à Marseille, à Juvisy (où le prix du mètre cube est finalement fixé à 25 centimes « après quelques journées de lutte »<sup>96</sup>), à Epinal<sup>97</sup> ou encore à Saint-Pol. Et bien que nous ne connaissions pas l'issue de tous les boycotts que nous avons évoqués (la presse ne s'intéressant la plupart du temps qu'au déclenchement du conflit), on peut légitimement supposer que la diffusion de ce moyen d'action dans plusieurs villes de France est liée à sa relative efficacité; la référence au succès de la première grève de consommateurs de Marseille, en 1892, semble une constante tout au long de la période<sup>98</sup>. Cependant, certains cas d'échec sont avérés. A Rennes, par exemple, la compagnie de gaz ne fait aucun compromis en 1892. Comme l'a montré Jean-Batiste Le Pezron, les commerçants, qui ne réussissent qu'à rassembler 63 personnes un mois après le début du mouvement, cessent leur lutte lorsque le conseil municipal refuse de subventionner la commission de la grève pour envoyer un délégué au congrès de Lyon<sup>99</sup>. L'organe des grévistes de Meulan, en 1906, rappelle (sans aucune précision) que les consommateurs de Mantes ont fait grève pendant neuf mois, et souligne les difficultés rencontrées lorsqu'il regrette « la défection de M. Rault, chapelier », après quinze jours de résistance<sup>100</sup>. Le témoignage d'un patron de café de Saint-Brieuc rapporté par un journaliste de *Ouest-Eclair*, en 1910, donne un aperçu des multiples problèmes auxquels sont confrontés les organisateurs de tels boycotts. Alors que les commerçants de Saint-Brieuc espèrent que le conseil municipal parviendra à contraindre la compagnie Lebon à réduire ses prix, certains consommateurs de gaz jugent que la grève est inévitable. C'est au sujet de l'efficacité de ce type de mouvement que discutent les clients du café où se trouve le journaliste de *Ouest-Eclair*. Le patron, M. Daulic, intervient dans la conversation pour faire part de son pessimisme :

« Les consommateurs ne fermeront pas leur compte. [...] Parce qu'ils ne s'entendent pas suffisamment. Ils voteront la grève un certain soir, jureront dans un moment d'emballement de ne plus se servir de gaz et... le lendemain, après une nuit de réflexions, ils recommenceront à allumer leurs becs et leurs fourneaux ».

---

<sup>94</sup> Fénérier (1910a), pp. 19-21.

<sup>95</sup> Fénérier (1910b), pp. 52-53.

<sup>96</sup> Fénérier (1910a), pp. 19-21.

<sup>97</sup> *L'Humanité*, 17 février 1913.

<sup>98</sup> A titre d'exemple, voir *Le Matin*, 9 janvier 1906.

<sup>99</sup> Le Pezron (1986), p. 93.

<sup>100</sup> *Le Lumignon*, n°1, 28 janvier 1906.

Et lorsqu'un client lui rétorque qu' « il y a des exemples de grèves qui ont réussi », M. Daulic affirme qu' « il y a un plus grand nombre d'exemples de grèves ayant échoué ». A titre d'exemple et sans préciser de date, il cite la grève d'Argentan, à laquelle il a participé. Sa femme se joint au débat pour faire également part de son expérience :

« Jamais de ma vie je n'oublierai cette grève.[...] Les lampes [qui remplaçaient les becs de gaz] fumaient, empuantant l'atmosphère du magasin, et il fallait chaque jour les "faire", ce qui demandait beaucoup de temps. De plus, l'éclairage ainsi obtenu nous revenait à plus cher que l'éclairage au gaz».

Désagréable et coûteuse, la grève nécessite également une organisation minimale sans laquelle l'échec est assuré, comme le précisent les époux Daulic :

« On avait oublié de plomber les compteurs. Pour qu'une grève de consommateurs de gaz puisse réussir, il faudrait que des délégués du syndicat fussent chargés de plomber les compteurs. Autrement, il arrivera ce qui est arrivé à Argentan : les grévistes n'allumaient pas les becs de leurs magasins, mais dans les arrière-boutiques et les cuisines on consommait du gaz comme à l'habitude. La Compagnie ne se sentait pas touchée. [...] [M]ieux vaudrait que la Ville fit un procès ; c'est encore la meilleure solution »<sup>101</sup>.

Quel que soit le pourcentage d'échec et de réussite des grèves de consommateurs de gaz, il est certain qu'il s'agit d'opérations relativement difficiles nécessitant un degré d'organisation et de coordination important de la part des contestataires. Malgré tout, l'efficacité de ces mouvements, à défaut d'être systématique, semble être une réalité, si l'on en croit Charles Gide qui, en 1923, affirme que les grèves de consommateurs d'avant guerre, dont celles des abonnés au gaz en France, ont « généralement réussi à faire capituler les fournisseurs »<sup>102</sup>. Mais Gide, grand promoteur comme Fénétrier (qui lui a confié la présidence d'honneur de sa Ligue des consommateurs créée en 1910) de l'organisation d'un vaste mouvement des consommateurs, reconnaît lui-même que la difficulté et le caractère risqué de ces opérations expliquent leur disparition après la guerre<sup>103</sup>.

Malgré leur relative efficacité et leur indéniable popularité, les grèves de consommateurs de gaz disparaissent après la Première Guerre mondiale. Trop compliquées à organiser et trop coûteuses, elles s'effacent au profit de formes de mobilisations collectives plus pérennes et plus institutionnalisées<sup>104</sup>. Il est tentant de voir dans ces grèves la forme première d'une prise de conscience des intérêts d'un groupe social en train de se constituer comme force politique. L'hypothèse avancée par Charles Gide en 1929 est séduisante :

ce " Règne du consommateur " « était resté comme un millénium, un mythe, jusqu'au jour où se manifestèrent les grèves dont je viens de parler. Et encore toutes les petites révoltes n'étaient-elles que des cas isolés, sporadiques, spasmodiques, qui ne peuvent avoir

---

<sup>101</sup> *Ouest-Eclair*, 20 décembre 1910.

<sup>102</sup> Gide (1923), p. 480.

<sup>103</sup> Gide (1929), pp. 15-33.

<sup>104</sup> Chatriot, Chessel et Hilton (2004).

que des effets localisés et temporaires – à peu près ce qu'étaient les grèves des ouvriers à l'époque antérieure à l'organisation des syndicats, car on sait que les grèves ouvrières ont précédé de longtemps la naissance des syndicats. De même, pour les consommateurs, le mouvement commencé par la révolte devait se consolider par l'organisation et l'association »<sup>105</sup>.

Les grèves de consommateurs de gaz, que Gide présente comme une des mobilisations les plus importantes de consommateurs en France, s'inscrivent assurément dans le processus qui voit l'émergence d'un mouvement consumériste plus large, se développant dans l'Entre-deux-guerres et aboutissant notamment à la création de la Confédération Générale des Consommateurs en 1927. Cependant, cette perspective est réductrice. En effet, loin de constituer un ensemble d'acheteurs issus d'horizons sociaux très divers, les « consommateurs » à l'origine des « grèves » que nous venons d'étudier s'avèrent être plus précisément des membres de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale uniquement soucieux de réduire leurs frais. Ces « consommateurs » agissent en réalité autant en tant que petits producteurs ou commerçants qu'en tant qu'acheteurs, tout en développant une rhétorique instrumentalisant la figure indéfinie du consommateur afin de défendre leurs propres intérêts. Pour des raisons diverses, certains observateurs ont tendance à idéaliser ces mobilisations : on leur attribue à gauche une tonalité progressiste qu'elles n'ont guère, tandis que les promoteurs de l'organisation des consommateurs y voient l'acte de naissance d'un mouvement à dimension universelle. Mais la réalité est plus triviale : ces boycotts constituent autant une étape dans l'émergence d'un vaste « mouvement des consommateurs » que la manifestation, aussi brève qu'originale, d'un affrontement entre petit et grand capital.

## Bibliographie

- CARON, François, CARDOT, Fabienne (dir.) (1997): *Histoire générale de l'électricité en France. Tome premier: Espoirs et Conquêtes 1881-1918*, Fayard, Paris, 999 p.
- CHATRIOT, Alain, CHESSEL, Marie-Emmanuelle, HILTON, Matthew (dir.) (2004): *Au nom du consommateur: consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XXe siècle*, La Découverte, Paris, 423 p.
- CHATRIOT, Alain, FONTAINE, Marion (2008): « Contre la vie chère », *Cahiers Jaurès*, janvier, n°187-188, p.97-116.
- CHESSEL, Marie-Emmanuelle (2012): *Histoire de la consommation*, La Découverte, Paris, 126 p.
- DAUNTON, Martin (2001): « The material politics of natural monopoly: consuming gas in Victorian Britain », in DAUNTON, Martin, HILTON, Matthew (eds.) (2001): *The Politics of Consumption: Material Culture and Citizenship in Europe and America*, Berg, Oxford, 310 p., pp. 69-88.

---

<sup>105</sup> Gide (1929), pp. 15-33.



- ESTEVEVES, Olivier (2006): *Une histoire populaire du boycott*, t. 1, L'Harmattan, Paris, 181 p.
- FLONNEAU, Jean-Marie (1970): « Crise de vie chère et mouvement syndical, 1910-1914 », *Le Mouvement social*, 72, juillet-septembre, pp. 49-81.
- GIDE, Charles (1923): *Cours d'économie politique, tome 2*, Librairie de la société du Recueil Sirey, Paris, 606 p.
- GIDE, Charles (1929): « La Confédération Générale des Consommateurs », *Revue d'Economie Politique*, p. 15-33, reproduit dans GIDE, Charles (2002), *Contributions à la Revue d'Economie Politique. Les œuvres de Charles Gide, vol. V*, Comité pour l'édition des œuvres de Charles Gide, L'Harmattan, Paris, 374 p, p. 225-241.
- GIRAUD, Jean-Marie (1992): *Gaz et électricité à Lyon (1820-1946), des origines à la nationalisation*, Thèse de doctorat, Université Lumière Lyon II, 1130 p.
- LE PEZRON, Jean-Baptiste (1986): *Pour un peu de lumière. Petites histoires du gaz de ville et de l'électricité à Rennes jusqu'à la Première Guerre mondiale*, J.B. Le Pezron, Paris, 334 p.
- MUSTAR, Philippe (1987): « Les réseaux de distribution du gaz à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: constitution d'une demande », in *L'Électricité et ses consommateurs*, Actes du 4<sup>e</sup> colloque de l'AHEF, PUF, Paris, pp. 203-218.
- PAQUIER, Serge, WILLIOT, Jean-Pierre (dir.) (2005): *L'industrie du gaz en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Peter Lang, Bruxelles, 603 p.
- PINTO, Louis (1989): *La constitution du « consommateur » comme catégorie de l'espace public*, Centre de sociologie urbaine, Paris, 170 p.
- PINTO, Louis (1990): « Le consommateur: agent économique et acteur politique », *Revue française de sociologie*, vol. 31-2, p. 179-198.
- REBERIOUX, Madeleine (1997): « Le socialisme français de 1871 à 1914 », in DROZ, Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme de 1875 à 1918*, Presses universitaires de France, Paris, p. 133-237.
- SAUBAN, René (1992): *Des ateliers de lumière: histoire de la distribution du gaz et de l'électricité en Loire-Atlantique*, Université inter-âges, Nantes, EDF-GDF, 313 p.
- THOMPSON, Edward P. (1988): « L' « économie morale » de la foule dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle », in GAUTHIER, F. IKNI, G.-R. (dir.), *La Guerre du blé au XVIII<sup>e</sup> siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Editions de la Passion, Paris, p. 31-92.
- WILLIOT, Jean-Pierre (1999): *Naissance d'un service public: le gaz à Paris, Rive droite*, Paris, 778 p.

## Sources imprimées:

- CONGRES NATIONAL DES CONSOMMATEURS DE GAZ ET D'ELECTRICITE (1892): *Congrès national des consommateurs de gaz et d'électricité, tenu dans les salons de l'hôtel de ville les 27 et 28 novembre 1892*, Imprimerie nouvelle lyonnaise, Lyon, 185 p.
- FENETRIER, Armand (1910a): « Les grèves de consommateurs », *La Revue de solidarité sociale*, n°68, février, pp. 19-21.
- FENETRIER, Armand (1910b): « Les consommateurs s'organisent », *La Revue de solidarité sociale*, n° 70, avril, pp. 52-53.
- GIDE, Charles (1892): « Chronique économique », *Revue d'économie politique*, janvier, pp. 327-331.
- GIDE, Charles (1911), « Consumers' strikes in France », *The Economic Journal*, vol. 21, n°84, Décembre, pp. 641-643.
- MAROUSSEM, Pierre de (1911), « La vie chère et les grèves de consommateurs », *La Réforme sociale*, p. 719-733.
- SERF, A. (1892a): « Les grands fiefs modernes. Deuxième partie (1). Encore le monopole du gaz », *Revue socialiste*, n° 92, août 1892, p. 173-190.
- SERF, A. (1892b): « Les grands fiefs modernes. Deuxième partie (1). Encore le monopole du gaz (suite et fin) », *Revue socialiste*, n° 93, septembre 1892, pp. 320-334.
- SERF, A. (1892c): *Les Grands fiefs modernes. Le Monopole du Gaz, par un électeur Parisien*, avec un commentaire de Benoît Malon, P. Sévin, Paris, 66 p.
- SOCIETE DES COMMERÇANTS, MAGASINIERS ET INDUSTRIELS (1892): *Manifeste de la commission de la grève des consommateurs de gaz*, Imprimerie de Moullot, Marseille.
- VEBER, Adrien (1893a): « Mouvement social », *Revue socialiste*, n° 97, janvier, pp. 99-114.
- VEBER, Adrien (1893b): « Mouvement social », *Revue socialiste*, n°104, août, pp. 225-245.

## Journaux publiés par les consommateurs de gaz:

- Bulletin de la fédération nationale des consommateurs de gaz et d'électricité, Organe bimensuel paraissant les 15 et 30 de chaque mois*, 1893.
- Gaz-Grève*, Marseille, 25 février-15 novembre 1892, hebdomadaire puis bimensuel (22 numéros).
- La Grève du Gaz. Organe indépendant des consommateurs de gaz*, Toulon, 7 août 1892-5 février 1893 (27 numéros).

*La Grève du gaz à Béziers. Organe de propagande indépendante pour la diminution des tarifs de la compagnie paraissant le dimanche, Béziers, 16 octobre – 18 décembre 1892 (dix numéros).*

*Le Lumignon. Organe bi-mensuel de l'Union des consommateurs de Gaz de Meulan, Les Mureaux et Hardricourt, 28 janvier-25 mars 1906 (cinq numéros).*

*Le Progrès commercial, économique et politique de Marseille. Organe de la défense des intérêts commerciaux, 1893-1894.*

### **Journaux d'information consultés pour la période 1892-1914:**

*L'Echo de Lyon*

*L'Echo de Paris*

*Le Figaro*

*L'Humanité*

*Le Journal des Débats*

*Le Matin*

*Ouest-Eclair*

*Le Petit Parisien*

*La Presse*

*Le Temps*

*La Vie ouvrière*